

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AIRBUS ATLANTIC

rue de l'ARSENAL
17300 Rochefort

Références : -

Code AIOT : 0007204034

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement AIRBUS ATLANTIC implanté rue de l'ARSENAL 17300 Rochefort. L'inspection a été annoncée le 11/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale produits chimiques au titre de l'année 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS ATLANTIC
- rue de l'ARSENAL 17300 Rochefort

- Code AIOT : 0007204034
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'Airbus Atlantic Rochefort assure l'assemblage d'éléments d'aéronefs (fuselage, cabine...).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12	Demande d'action corrective	2 mois
5	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12	Demande d'action corrective	2 mois
6	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12	Demande d'action corrective	3 mois
7	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	produits chimiques		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site d'Airbus Atlantic Rochefort assure une gestion des produits chimiques, néanmoins des points d'amélioration ont été identifiés concernant notamment le stockage des produits chimiques et l'état des stocks.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant a présenté les FDS demandées par sondage. Les FDS étaient à jour. L'exploitant dispose d'une application via son fournisseur qui lui permet d'avoir accès aux FDS. Une évolution du dispositif est prévue afin de faire un lien entre le logiciel de maintenance et celui qui gère les FDS. Les employés ont accès aux FDS par le biais de l'application mise à disposition par son fournisseur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats :

L'exploitant dispose de dispositifs absorbants et de kits antipollution. Des extincteurs compatibles (définis partie 5 de la FDS) aux produits contrôlés par sondage étaient présents sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention - Bâtiment Logistique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 4.12 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les produits inflammables sont stockés dans un container qui dispose d'une rétention dédiée dont le volume est de 2224 litres. Des fûts de 200 litres et des bidons sont stockés dans le container ; la rétention était suffisamment dimensionnée au regard des produits stockés le jour de l'inspection (un seul fût de 200 litres stocké le jour de l'inspection). Le bâtiment logistique (Boyard) dispose également d'un local de stockage de produits chimiques dont le sol est constitué d'un caillebotis avec rétention sous le caillebotis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention - Armoires Parc à huiles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 4.12 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>

<p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant stocke également des huiles et des produits chimiques au niveau du parc à huiles dans des armoires de stockage. La rétention de ces armoires est de 1540 litres pour une capacité de stockage de 10 fûts de 200 litres. En conséquence, le dimensionnement de cette rétention est suffisant.</p> <p>Sur ce même parc à huile, l'inspecteur a relevé qu'un stockage de type GRV de 1000 litres contenant une solution de Chrome était stocké sans rétention. L'exploitant a procédé à la mise en conformité du stockage en le posant sur une rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : L'exploitant met en place des actions correctives auprès des agents (internes et prestataires) en charge de la gestion du stockage, dans le but d'empêcher le stockage de produits chimiques sans rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention - Rétention Parc à huiles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 4.12 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p>

Au niveau du parc à huile, l'exploitant stocke des huiles conditionnées en GRV au dessus d'une rétention. Les GRV dépassent légèrement de la rétention car la largeur est légèrement insuffisante.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°2 : L'exploitant met en place des actions correctives afin que les stockages d'huile soient entièrement placés sur rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée :
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats :
Le bâtiment logistique (Boyard) dispose également d'un local de stockage de produits chimiques dont le sol est constitué d'un caillebotis avec rétention sous le caillebotis. Les produits chimiques sont stockés dans des bacs posés sur des étagères. L'exploitant a indiqué qu'une analyse de la compatibilité des produits stockés au sein d'un même bac avait été réalisée mais le stockage a évolué depuis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°3 : L'exploitant analyse les incompatibilités au sein du local de stockage des produits chimiques du bâtiment logistique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée :
L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé des extractions informatiques des produits et quantités stockés. Un produit parmi les produits inflammables a été contrôlé par sondage afin de vérifier l'adéquation entre les quantités issues de l'extraction (état des stocks) et les quantités présentes. Selon l'extraction, un fût de ce produit était stocké au niveau de la zone logistique bien que trois fûts étaient stockés au niveau de la zone logistique. L'exploitant a indiqué que le produit a été demandé par un service sans qu'il vienne le récupérer ; en conséquence, les deux fûts n'apparaissent plus dans le bilan de stocks. Les produits enlevés par les utilisateurs pour utilisation n'apparaissent pas.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°4 : L'exploitant met en place les actions correctives visant à disposer d'un état des stocks exhaustif comprenant les produits en cours d'utilisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>